



RÉSUMÉ

L'agriculture régénératrice gagne en importance. Cette approche est de plus en plus promue par les entreprises ainsi que les actrices et les acteurs de la société civile : elle est en effet considérée comme une stratégie visant à améliorer la **santé des sols**, accroître la **biodiversité** et renforcer les **moyens de subsistance des communautés rurales**.

Dans les secteurs du café et du cacao, **l'agroforesterie** se révèle être une pratique largement répandue. En intégrant des arbres à feuilles, des arbres fruitiers et d'autres plantes aux cultures de cacao et de café, l'agroforesterie offre de multiples avantages pour atténuer et s'adapter au changement climatique. Cependant, les résultats sur le terrain dépendent fortement des conditions-cadres socio-économiques et écologiques.

Dans quelle mesure l'agriculture régénératrice peut-elle contribuer à atténuer le changement climatique et s'y adapter ?

Dans ce rapport, nous analysons **comment les entreprises et les différent-e-s- actrices et acteurs intègrent l'agriculture régénératrice dans leurs stratégies et leurs plans d'action**. À travers quelles pratiques la mettent-t-ils en œuvre, quels sont les dispositifs de suivi et quels sont les résultats rapportés dans les différents projets ?

Notre analyse s'appuie sur une **revue de la littérature** et des **entretiens** avec cinq entités : Nestlé, Barry Callebaut, Earthworm Foundation, Solidaridad et reNature. Nous avons sélectionné des projets et des initiatives mis en œuvre par ces organismes afin d'illustrer à la fois les opportunités et les limites des pratiques régénératrices dans les secteurs du cacao et du café.



Principaux résultats de notre rapport :

1

La logique actuelle du marché du carbone **n'est pas adaptée au secteur agricole**. Les projets et les processus propres à l'agriculture doivent être performants à différents niveaux afin d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter (production alimentaire, qualité de l'air, de l'eau et des sols, biodiversité, revenus agricoles).

2

Il existe souvent un **décalage** entre les **objectifs** des projets d'agriculture régénératrice communiqués par les entités, **leur suivi** et **les résultats rapportés**.

3

Nous avons constaté un **manque de transparence** envers le public en ce qui concerne les mécanismes et protocoles de suivi et la communication des résultats. Il est donc **difficile de relever les progrès** par rapport aux objectifs fixés.

4

L'accent mis sur les indicateurs **d'échelle plutôt que de qualité empêche de comprendre la capacité réelle** des systèmes agricoles à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.

5

La participation active ainsi que le soutien financier stable aux paysan-ne-s et à leurs organisations sont essentiels à la bonne mise en œuvre sur le terrain. Actuellement, les paysan-ne-s sont perdant-e-s : ce sont elles et eux qui portent les risques liés à la mise en place pérenne d'un système agroforestier.

6

Des prix équitables pour les paysan-ne-s par unité de cacao ou de café ne peuvent être substitués par des paiements pour du stockage de carbone ou la participation des paysan-ne-s à des projets d'agriculture régénératrice.

7

Lorsque l'agriculture régénératrice est utilisée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, il est nécessaire de **définir clairement ce concept et de renforcer la surveillance gouvernementale et internationale** de sa mise en œuvre.

Sur la base de ces conclusions, nous plaçons pour une **approche globale de l'agriculture régénératrice**, réunissant gouvernements, scientifiques, entreprises, paysannes et paysans, organisations de la société civile ainsi que consommatrices et consommateurs.

Les gouvernements, respectivement les administrations, devraient s'accorder sur ce qu'englobent les pratiques de l'agriculture régénératrice et quels résultats peuvent être attendus. Par ailleurs, des instances publiques doivent surveiller l'avancement des initiatives régénératrices. **Cela suppose des indicateurs fiables et validés scientifiquement, ainsi que des mécanismes de suivi transparents, capables de rendre compte de la complexité et des bénéfices attendus des systèmes régénérateurs.** Des modèles déjà bien établis, comme l'agroécologie et l'agriculture biologique, peuvent servir de références utiles.

Les entreprises et les actrices et acteurs du secteur public sont encouragé-e-s à mettre en œuvre l'agriculture régénératrice, car elle permet d'une part de **réduire les émissions de gaz** à effet de serre. D'autre part, elle permet de **minimiser les risques financiers** au sein de la chaîne d'approvisionnement en soutenant les productrices et producteurs afin qu'elles et ils s'adaptent au changement climatique. Plutôt que de se concentrer sur des projets de compensation carbone, le financement public et privé de l'agriculture régénératrice devrait privilégier des programmes respectant **les droits des paysannes et paysans** et se basant sur **leurs objectifs**. Ce n'est qu'ainsi que des bénéfices durables et quantifiables pour les populations, les paysages et le climat pourront être générés.

Personne de contact :

Sonja Tschirren, coautrice, responsable du dossier changement climatique, SWISSAID.

✉ s.tschirren@swissaid.ch, ☎ +41 79 363 54 36